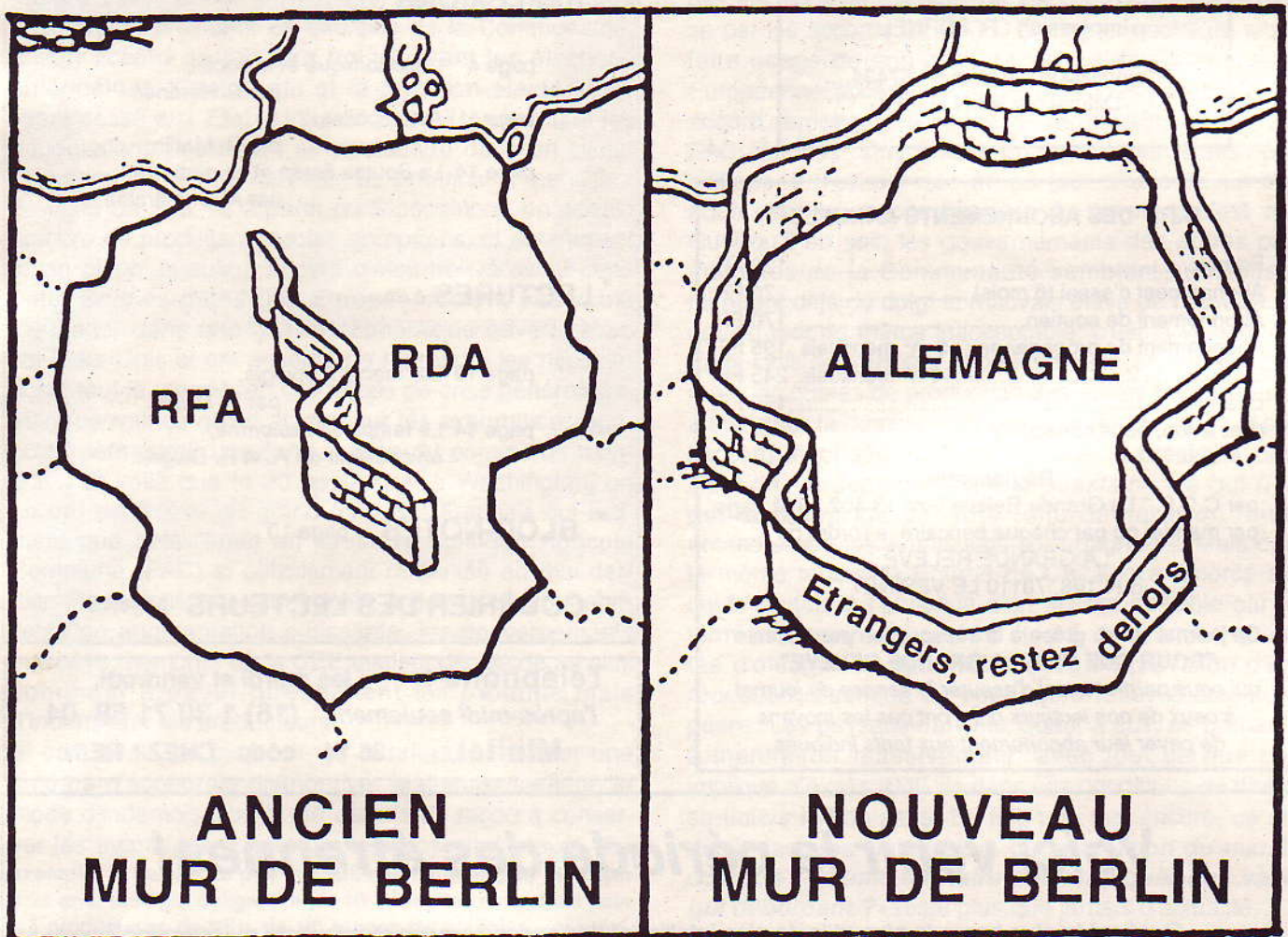


LA GRANDE RELEVÉ

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



Que se passe-t-il en Allemagne ?

voir page 5

M 1669 - 917 - 12,00 F



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France120 FF
Abonnement d'essai (6 mois)70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
*qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

* ÉDITORIAL :

page 3 Les désaccords du GATT,
par J-P Mon.

* ACTUALITÉ :

page 5 Mais que se passe-t-il donc?
en Allemagne,
en Chine.
par A. Prime.

page 8 Lu,vu, entendu.

* RÉFLEXIONS :

page 4 L'économique et le social,
par P. Herdner.

page 11 Automobiles,
par R. Marlin.

page 14 La Bourse écran et sa corbeille,
par A. Chantraine.

* LECTURES :

page 13 Le "machin" épinglé,
par H. Muller.

page 14 Le temps de l'automne,
en souvenir de A. et H. Dalgon.

* BLOC-NOTES page 10

* COURRIER DES LECTEURS page 15

Téléphone : les mardi et vendredi,
l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Voici venir la période des étrennes!

_Quel est le plus beau, le plus utile, le plus intelligent des cadeaux qu'un distributeur puisse offrir ?

_Un abonnement à la Grande Relève, évidemment!

*D'autant que nous participons : nous offrons à tout abonné qui nous adressera un **nouvel** abonné avant la fin du mois de janvier 1993, deux des publications suivantes (voir présentation en dernière page) :*

l'économie libérée

un socialisme à visage humain

l'économie distributive et les transitions

à son choix, une pour lui-même et l'autre pour le nouvel abonné.

Rappelons que notre journal vit essentiellement grâce à ses abonnés, abonnements et souscription permanente

Pour Que Vive la Grande Relève

car dans les kiosques où elle est vendue, elle est trop souvent enfouie... en attendant qu'un ami intervienne pour qu'elle y soit mise en évidence !

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

Les désaccords du GATT

par Jean-Pierre MON

En cette fin du mois de novembre, l'actualité nous ramène une fois de plus aux problèmes agricoles. Pour essayer de s'attirer les bonnes grâces de l'électorat paysan américain, le candidat-président Bush avait relancé les négociations de l'Uruguay Round (1), au point mort depuis plusieurs années, sur le partage du marché mondial agricole avec la Communauté Européenne, accusée de subventionner ses exportations. Malgré l'aide active du Premier Ministre britannique John Major, président en exercice de la Communauté, aucun accord ne pût être trouvé avant les élections américaines. Clinton élu et la pression électoraliste ayant cessé aux Etats-Unis, on pouvait penser que les négociations pourraient se poursuivre dans un climat plus serein. Il n'en a rien été, les Américains menaçant de taxer de 200 %, à partir du 5 décembre, un certain nombre de produits agricoles européens, et notamment le vin blanc, si aucun accord n'était trouvé avant cette date. Bonnes pâtes, les Européens n'ont pas voulu s'engager dans une guerre économique ouverte avec les Etats-Unis et ont accepté de reprendre les négociations, tout le monde, en ces temps de crise généralisée, étant convaincu qu'un accord sur les exportations agricoles permettrait une forte reprise du commerce mondial... Et voilà que le 20 novembre, à Washington, un accord est trouvé au grand dam des Français qui estiment que cela remet en cause la Politique Agricole Commune (PAC) si difficilement remaniée en mai dernier. Rappelons que, confrontés à des excédents agricoles en augmentation croissante, les gouvernements des pays membres de la CEE avaient décidé de ne plus continuer à payer directement les produits mais d'indemniser les producteurs.

Si cela avait été bien fait, ça aurait pû constituer une amorce d'économie distributive. Malheureusement, le mode d'indemnisation a été calculé de façon à conserver les avantages acquis par les gros producteurs. Par exemple, la baisse du prix indicatif des céréales, de 29 % sur trois ans, et le gel obligatoire de 15 % des terres arables pour les producteurs de plus de 90 tonnes de céréales, (gel révisable chaque année) sont compensés par des aides directes à l'hectare, calculées à raison de 45 écus (environ 355 francs) par tonne sur la base du rendement moyen régional. Autrement dit, une exploitation céréalière de 200 hectares située dans une région où la moyenne des rendements atteint 7 tonnes par hectare bénéficiera d'une aide directe de l'ordre de 500.000 francs alors qu'une exploitation de 30 hectares dans une région au rendement moyen de 4,6 tonnes à l'hectare obtiendra une aide dix fois moins importante, constituant pourtant l'essentiel du revenu. Des dispositions analogues, mais beaucoup moins favorables, ont été prises en ce qui concerne les productions bovine et ovine : une exploitation ovine de 400 brebis située en zone défavorisée percevra une aide directe de l'ordre de 120.000 francs. Le reste des mesures étant à l'avenant, on voit que c'est une répartition essentiellement inégalitaire qui

favorise les grosses exploitations, tant et si bien que **20 % des agriculteurs encaissent 80 % des subventions** ! Le gouvernement français, concerné au premier chef puisque la France est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles, avait eu beaucoup de mal à faire accepter ces nouvelles dispositions par ses agriculteurs. Il n'a pas du tout envie, à quelques mois des élections législatives, de les voir modifier à la baisse par les accords du GATT. C'est pourquoi il ira jusqu'à faire usage de son droit de veto si la Communauté Européenne accepte de signer avec les Américains un accord remettant en cause la dernière mouture de la PAC. Selon le Commissaire Européen chargé des négociations, il n'en est rien et, au jour d'aujourd'hui il ne nous est pas encore possible de savoir si c'est vrai. Quoi qu'il en soit, les gouvernements des autres pays membres de la Communauté semblent satisfaits et montrent déjà du doigt le mauvais élève de l'Europe. Ce qui est tout de même inacceptable, c'est la volonté des Etats-Unis de s'arroger le droit de fixer (en tout libéralisme !) les quotas de production des autres pays de façon à s'assurer la domination économique du monde. Après l'accord théorique du 20 novembre, le président Bush s'est dit «*exceptionnellement satisfait*». Ce qui n'est guère rassurant car une telle déclaration laisse entendre que les Américains sont gagnants. Mais dans le même temps, la Bourse de Chicago a amorcé une chute brutale à l'annonce d'un accord possible car les fermiers américains avaient stocké de grandes quantités d'oléagineux dans leurs silos en prévision d'une réduction drastique du contingent réservé aux Européens. Les paysans français, quant à eux, se préparent à manifester massivement, avec tout ce que cela implique d'excès. Difficile dans ces conditions de dire où se trouve le bon sens. En fait, une fois encore, ce que disait Jacques Duboin lors de la création du marché commun : «**Comment faire communiquer des vases qui débordent ?**» reste plus que jamais d'actualité.

Au lieu de se crispier sur la défense d'avantages, maigres pour la plupart d'entre eux, les paysans européens et américains auraient tout à gagner à accepter l'instauration d'un revenu garanti, d'un montant décent, déconnecté de toute référence à un volume de production déterminé. La production, fixée par contrat, de quotas nécessaires à assurer un approvisionnement normal des marchés et à la constitution de stocks de sécurité, ainsi que l'entretien du sol et des forêts devraient constituer pour eux des tâches suffisamment valorisantes pour leur assurer la reconnaissance de leurs compatriotes.

— — —

(1) Rappelons que l'objectif de l'Uruguay Round est d'arriver à une baisse des tarifs de 30 %.

L'économie et le social

par Pierre Herdner

L'économie peut être défini comme l'aspect en quelque sorte matériel de la vie d'une collectivité : production, consommation, échanges, monnaie, etc... Le social concerne l'homme, son bonheur, sa liberté, son épanouissement, sa dignité. Ils sont étroitement solidaires. Cependant leur relation est plus complexe qu'il ne paraît sans doute à première vue.

Il faut observer :

-1) une transformation profonde de l'économie a par elle-même, immédiatement, des conséquences sur le plan social, mais elle peut et doit être complétée, sur ce plan, par des perfectionnements qui se conçoivent selon des modalités très diverses.

-2) certaines doctrines privilégient le social ; leur intérêt est limité si la base économique demeure irrationnelle.

1. Transformations économiques et compléments d'ordre social

Le système capitaliste se définit avant tout sur le plan économique. Mais il s'accompagne, sur le plan social, du salariat qui, à l'état pur, se révèle particulièrement néfaste. Il concerne bien des aspects de la vie d'un individu : intérêts matériels du salarié, conditions de travail, relations humaines au sein de l'entreprise, dignité personnelle. Il se caractérise essentiellement par un état de dépendance du travailleur à l'égard de son patron. Le pouvoir de celui-ci s'exerce de trois manières différentes, que résumant les mots rémunération, précarité, subordination : l'employeur fixe à sa guise la rémunération du salarié ; il peut éliminer, quand il le juge utile, les travailleurs dont il n'a plus besoin, il prend seul les décisions concernant la marche de l'entreprise. En fait, ces caractères ont été atténués dans une certaine mesure par l'intervention du pouvoir politique et du contre-pouvoir syndical.

La transformation d'un système aussi déplorable aboutit logiquement au système opposé, qui est l'économie des besoins. Ces mots ne doivent pas être considérés comme synonymes d'économie distributive : l'économie des besoins comporte deux variétés, le coopératisme (*) et le socialisme distributif.

A l'un et à l'autre systèmes économiques s'applique la remarque faite plus haut : ils sont perfectibles, et cela de diverses manières, sur le plan social. Le coopératisme est confronté à la question du salariat, que sa définition n'a pas exclu, et c'est là un des plus graves pro-

blèmes qu'il s'efforce de résoudre. L'économie distributive, beaucoup plus radicale, fondée sur le partage du travail et des biens consommables, supprime le salariat ; mais divers progrès d'ordre social devront toujours être envisagés, concernant par exemple l'adaptation des tâches aux goûts et aux aptitudes des individus, l'utilisation des loisirs, l'hygiène, l'accès à la culture...

2. Insuffisance des doctrines privilégiant le social

L'exemple typique est celui de la coopérative de production. Dans une entreprise de cette nature, le salariat est aboli. La liberté et la dignité des membres sont préservées, encore qu'il y ait nécessairement un chef, dont l'autorité pourrait fort bien être despotique. Mais la coopérative de production est insérée dans le système capitaliste : elle subit donc, pour ses échanges avec l'extérieur, la double loi du profit et de la concurrence. Le progrès, sur le plan économique, est nul.

Voici un autre exemple qui touche de plus près à l'actualité. On nous parle beaucoup de l'instauration d'une Europe sociale. Mais l'Europe qu'on nous prépare est capitaliste sur le plan économique, et les membres, de ce fait, perdent la faculté d'opter pour un autre régime. Dans ces conditions, les possibilités d'un progrès social sont strictement limitées. Malgré cette réserve, il faut approuver cette sorte de tutelle morale qu'exercent, au plan supérieur, les nouvelles institutions, et qui empêche, en particulier, les abus d'ordre social de dépasser un certain niveau de gravité. C'est un pouvoir politique, là encore, qui intervient pour corriger dans une certaine mesure les défauts d'un système générateur d'absurdités et d'injustices.

Pour conclure, nous pourrions dire que les transformations importantes d'ordre économique sont véritablement révolutionnaires, tandis que les améliorations d'ordre social, si elles ne sont pas solidaires de changements réalisés sur le plan économique, ne sont que des réformes.

— —
(*) Quiconque a étudié l'oeuvre de Charles Gide, ardent défenseur des coopératives de consommation, ne pourra s'étonner que je considère le coopératisme, tel que je l'ai défini, comme une variété de l'économie des besoins. La coopération, écrit cet auteur, "par sa réalisation intégrale, impliquerait la fin du règne du profit, en tant que seul moteur de l'activité économique, pour lui substituer la seule préoccupation des besoins à satisfaire". (Les sociétés coopératives de consommation, p.13).

Mais que se passe-t-il donc ?

par André Prime

En Allemagne

L'Allemagne, réunifiée depuis le 3 octobre 1990, compte actuellement, avec l'apport des quelque 18 millions d'Allemands de l'ex-RDA, 81 millions d'habitants (France : 57,7 millions). Pour beaucoup, cette Allemagne nouvelle est devenue quelque peu mystérieuse : rôle du mark, taux d'intérêts, rêves d'hégémonie, recrudescence fasciste, situation en ex-RDA, etc... Nous essaierons de lever une partie du voile, en examinant notamment les conséquences de la réunification.

1. bouleversement économique et social en ex-RDA

Les médias, économistes et hommes politiques à l'Ouest, par ignorance ou calcul, nous ont accoutumés depuis trois ou quatre ans à l'expression : « *L'état désastreux (ou catastrophique) de l'économie dans les pays de l'Est* »... Les plus honnêtes sont plus précis : « *L'effondrement de l'économie qui a suivi...* » En effet, si les économies dans les pays ex-communistes n'étaient pas comparables avec celles de nos sociétés de consommation, en sens inverse, elles n'avaient rien à voir avec celles des pays du tiers-monde, qu'il s'agisse de l'instruction, du logement, de la nourriture ou de l'industrie. Les raisons de la désinformation à l'Ouest sont faciles à comprendre.

Donc, pour être objectif, parlons de l'effondrement des économies qui a suivi les « *révolutions démocratiques* » à l'Est, après le passage brutal, souvent forcé, à l'économie de marché et au pluralisme politique. Pour certains pays, c'est même le chaos ; c'est le cas notamment pour l'ex-RDA. Il faut en chercher les raisons.

L'ex-RDA était pourtant le pays de l'Est le plus performant. Son PNB par habitant, déjà en 1985, était de 8.400 dollars contre 9.115 pour la France et 10.025 pour la RFA. En PNB global, avec 16,7 millions d'habitants, elle tenait le 16ème rang mondial sur 203 pays avec 145 milliards de dollars (France : 497 milliards).

Que s'est-il donc passé ? Nous nous situons sur le seul plan socio-économique. Dans un régime de non-concurrence, les équipements ne sont pas en général du dernier cri, alors que dans les pays où règne une concurrence sans merci, l'hypercompétitivité, il faut des machines toujours au top niveau pour ne pas disparaître : le but n'est pas de produire, mais de vendre. Souvenez-vous : il y a quelques années, nous avons pu voir à la télé des Chinois démontant et emballant précieusement des machines, achetées pour une bouchée de pain, parce que devenues obsolètes. Il s'agissait d'une usine en RFA produisant des réfrigérateurs et il fallait de nouveaux équipements pour rattraper les 20 ou 30 % de productivité perdue sur les concurrents. Les

Chinois n'en avaient cure, leur objectif étant de produire des réfrigérateurs pour leurs besoins intérieurs. C'était globalement le cas de la RDA : elle pouvait même exporter avec des équipements « *vétustes* », la main-d'œuvre étant moins chère.

Point particulier et capital pour la RDA : alors que les autres pays de l'Est étaient laissés à eux-mêmes après leurs « *révolutions* », il en allait tout autrement pour la RDA. Rattachée par la réunification à une « *mère-patrie* » quatre fois plus peuplée, puissante financièrement et industriellement, à l'avant-garde de l'économie de marché, la RDA ne pouvait connaître que le chaos (1), quelles qu'aient pu être les bonnes intentions d'un Helmut Kohl.

En effet, les marchands ne sont pas des philanthropes. Des industries, des services, une agriculture, non performants selon les normes et impératifs du marché, ne pouvaient les intéresser que « *d'une certaine façon* ». Qu'est-ce à dire ?

Le gouvernement a créé un organisme de privatisation, la Treuhandanstalt, qui doit vendre quelque 9.000 entreprises nationalisées représentant plus de 40.000 unités de production et regroupant les 2/3 des actifs.

— Les grands groupes Ouest-Allemands achètent l'essentiel et le meilleur, les étrangers ne récoltant que les miettes. De plus, ils ne veulent pas payer cher. On assiste en fait à une gigantesque braderie : à ce jour, 50 % des entreprises ont été « *vendues* » et la Treuhandanstalt n'a récolté que 20 milliards de marks. Une misère.

— Les investissements de ces firmes en ex-RDA ne tiennent pas les promesses faites et ce, malgré une aide de l'Etat de 50 %. La spéculation, par contre, va bon train : ainsi Siemens a acheté, en plein coeur de Berlin, des terrains au prix du mètre carré agricole, au point que la Commission européenne a dû intervenir.

— Les grandes firmes préfèrent utiliser à plein les capacités de leurs installations performantes à l'Ouest... pour vendre à l'Est ; d'autant qu'avec l'afflux des réfugiés qui continue (250.000 en 1991) ils récupèrent une main-d'œuvre qualifiée, des ingénieurs et chercheurs (les 3/4 sont passés à l'Ouest) de haut niveau, qui fuient le chaos et le chômage.

— Chômage : le bilan social de la réunification, compte tenu de ce que nous venons d'exposer, est catastrophique. Près de 50 % des 10 millions d'actifs du temps de la RDA se retrouvent sans emploi réel : chômage, travail à mi-temps, préretraites, stages sans grand espoir de débouchés, etc. Seuls les secteurs d'Etat protégés sauvegardent des emplois. L'agriculture n'est pas épargnée : de 800.000, les exploitants vont se retrouver à 100.000 fin 1992.

— Autres conséquences de cette situation : la moindre, l'effondrement des chrétiens-démocrates aux élections.

La pire : le développement du néo-fascisme avec toutes ses violences racistes, sans oublier les tomates et même le coup de poing qu'a récoltés H. Kohl récemment.

La facture

Pour éviter l'explosion, le Chancelier, qui avait mené tambour battant la réunification (sans même, souvenez-vous, informer ni les alliés, dont l'ami Mitterrand, ni ses ministres), doit payer la casse, en espérant que ce n'est qu'un passage obligé de quelques années : 140 milliards de DM en 1991, 180 en 1992, soit 612 milliards de francs, presque la moitié du budget français de 1993 (1.400 milliards). Ajoutons 30 milliards de francs de la Communauté !

Les grandes firmes de l'Ouest ne sont pas, elles, perdantes : elles traînent les pieds pour investir, mais elles récupéreront une grande partie des dépenses publiques en ex-RDA : 485 milliards de DM d'ici l'an 2000, pour le bâtiment, les transports, les télécoms, etc.

Les contribuables de l'Ouest par contre commencent à renâcler : cette année, le gouvernement a dû supprimer l'impôt de 7,5 % sur les revenus salariaux créé en 1991. Mais l'état est tel que le Chancelier, au congrès de la CDU, le 26 octobre, a fait savoir à ses concitoyens que "l'heure de vérité" (traduisez l'heure de l'austérité) était venue et a même évoqué l'éventualité d'un "état d'urgence".

La dette publique atteindra en effet 1.875 milliards de DM fin 93 (un DM : 3,40F.). Le déficit sera de 135 milliards de DM en 1992 (4,52% du PNB), soit 442 milliards de francs. Que sont nos petits 150 milliards dans le budget 1993 ?

Malgré la richesse, la puissance de l'Allemagne, le gouvernement va avoir du mal à faire face, d'autant que les prévisions de croissance pour 1992 et 1993 ne sont pas optimistes (1 % pour 1992, 0,50 % pour 1993). Aussi compte-t-il accélérer les privatisations (Bundesbahn, Lufthansa, télécoms...) qui rapporteront des centaines de milliards de marks.

Les taux d'intérêt

Que n'a-t-on entendu comme imprécations à l'endroit de l'Allemagne qui, en refusant de baisser ses taux d'intérêt, se trouvait être responsable du marasme de l'économie mondiale, en premier lieu de celui de la Bourse. Mauvaise querelle, alibi discutable. Que se passe-t-il ? Le besoin d'argent de l'Allemagne, comme nous venons de le voir, est colossal.

— Ou bien elle augmente les impôts, et c'est la grogne : les grandes grèves de cette année avaient pour but d'obtenir une augmentation des salaires nettement supérieure à l'inflation afin de compenser une augmentation des impôts jugée probable, sinon inévitable par les syndicats.

— Ou bien elle draine les capitaux de la planète. C'est ce qu'a fait le gouvernement : il a préféré payer des intérêts qu'ajouter au mécontentement de l'Est celui de l'Ouest...

L'Allemagne, pour des raisons tout autres certes, a fait

ce qu'avait fait l'Amérique de Reagan : attirer les capitaux du monde par des taux élevés. Parfaite logique libérale. Les accusations réitérées des partenaires de l'Allemagne l'ont amenée récemment à faire un effort sur ses taux d'intérêt. Vive réaction positive des "marchés mondiaux". Mais Kohl sent qu'il devra aller plus loin. C'est sans doute pour cette raison, qu'au congrès de la CDU, il s'est d'ores et déjà retourné vers ses concitoyens pour les prévenir que "l'heure de vérité" était arrivée : plus d'impôts, allongement du temps de travail, limitation des coûts salariaux. **L'Europe sociale est en marche !**

En Chine

1.160.000.000 habitants. C'est le seul pays pour lequel le décompte de la population nécessite 10 chiffres. Plus d'un cinquième de la population du globe (5,4 milliards). Exactement 20 fois celle de la France. Si la superficie de la Chine est 18 fois celle de notre pays, il y a une différence fondamentale : les terres cultivables ne représentent que 10 % de la superficie (déserts, montagnes) contre 35 % pour la France. La moindre surface arable est utilisée, notamment pour la culture du riz (2). La Chine occupe le premier rang mondial pour le riz, le blé, les céréales diverses, le coton, les porcins, le charbon. La croissance globale se situe aujourd'hui aux environs de 10 % ; c'est une des plus fortes du monde, la plus forte de tous les grands pays. L'élévation du niveau de vie est donc important, même si l'on tient compte que le taux de fécondité est de 2,4 (1,8 en France, mais 4,3 en Inde) et ce malgré une politique antinataliste drastique. Ce pourcentage est dû au fait que la campagne (61 % de la population active) ne suit pas la rigueur des villes. La population augmente ainsi, chaque année, de 18 millions d'âmes.

Malgré cela, la Chine ne connaît pas la faim. Sa situation n'a rien à voir avec celles de l'Inde et de nombreux pays d'Asie, celles de l'Amérique Latine et surtout de l'Afrique sub-saharienne.

Mais après tous les événements que nous avons connus à l'Est européen, ces dernières années, et qui ont polarisé notre attention, où en est la Chine ?

Du 12 au 18 octobre s'est tenu à Pékin le XIV^e Congrès du PCC (Parti communiste chinois). Ouverture aux sons de l'Internationale. Et pourtant, dans son discours inaugural, le secrétaire général du PCC a lancé cette affirmation qui ne peut manquer d'interpeller les socialistes que nous sommes : «*Nous sommes convaincus que l'économie de marché dans le cadre d'une société socialiste pourra mieux fonctionner que dans le cadre d'une société capitaliste*».

"*Economie socialiste de marché*", c'est la "théorie du socialisme à la chinoise", concoctée et mise peu à peu en application depuis environ une décennie par Deng

Xiaoping, Père Joseph du PCC depuis la mort du "Grand Timonier" en 1976. Après lui avoir rendu un hommage appuyé, le secrétaire du PCC s'est écrié en concluant son discours d'ouverture : «*Camarades, le socialisme est un régime social tout récent, il triomphera certainement du capitalisme, c'est le sens général du développement historique*».

Il a toutefois précisé qu'il faudrait attendre en gros le centième anniversaire de la République populaire (soit l'an 2049) pour savourer cette victoire.

Cette libéralisation de l'économie, décidée à l'unanimité du Comité Central le 20 octobre 1984, a conduit à de nombreuses privatisations, lesquelles ont d'ailleurs engendré, surtout au début, corruption et hausse des prix. Après une grave crise interne en 1987, le train repart, la production agricole augmente, la croissance est continue.

Surviennent les évènements de l'Est en Europe, consécutifs à "l'ouverture" de Gorbatchev depuis 1985, ouverture catastrophique en URSS sur le plan économique, mais jouissant d'une aura révolutionnaire "vue de l'extérieur et de loin". En 1989, Gorbatchev se rend à Pékin. Les étudiants en particulier l'ovationnent... et lui emboîtent le pas : c'est la "révolution tranquille" de mai qui se termine comme on sait place Tien Anmen. Il est important de savoir que c'est Den Xiaoping lui-même, héraut de la réforme "libérale", qui a donné ordre à l'armée d'intervenir et fait révoquer le secrétaire du PCC, jugé trop...libéral.

C'est probablement ce qui s'est passé en Europe de l'Est et surtout en URSS (qui de surcroît a volé en éclats) qui a renforcé cette théorie apparemment contradictoire (mais ne sommes-nous pas dans "l'Empire du Milieu" ?) : développement économique par une "économie de marché socialiste" et contrôle par un parti unique appuyé sur l'armée pour éviter le chaos

tous azimuts - guerres, drogue, chômage, éclatement - que connaît l'ex-URSS. «*La restructuration du système politique ne vise nullement à introduire le pluripartisme et le parlementarisme à l'occidentale*» a averti M.Jiang, secrétaire du PCC, demeuré en place après le XIVe Congrès.

«*Le socialisme... triomphera certainement du capitalisme*»... Vers l'an 2050. Les "certainement" et "dans 60 ans" peuvent nous laisser perplexes. Actuellement, le capitalisme triomphe...au bénéfice de 700 à 800 millions de terriens, en écrasant les autres.

Certes, il n'est pas sorti de l'auberge... je veux dire de la crise. Mais mettre le doigt, puis la main, puis le bras dans une économie marchande, même avec un pouvoir monolithique, c'est risquer que tout le corps y passe. Un marché de plus d'un milliard de consommateurs, c'est tentant (cf le voyage de l'empereur du Japon en Chine). En 1997, Hong Kong, joyau de l'économie de marché, doit revenir à la Chine. Et si c'était la Chine socialiste qui vienne se satelliser autour de cette étoile ?

Le "petit timonier" (Deng, 88 ans, fatigué, malade, qui n'a pu faire qu'une apparition le dernier jour au XIVe Congrès) va disparaître de la scène. Ainsi que tous les vétérans de la Longue Marche.

Dans 60 ans, beaucoup d'entre nous ne seront plus là. Mais nous serions peut être encore là si la fameuse "main invisible du marché" chère aux tenants du libéralisme, même introduite sous haute surveillance dans l'économie chinoise, essayait de tordre le cou à la "théorie du socialisme à la chinoise".

--

(1) Voir GR n° 900. La lettre de notre ami de l'ex-RDA Johann Weiss : "De la crise à la catastrophe".

(2) Voir GR n° 850. "Voyage dans la Chine de 1986" par A. Prime.

Quelques chiffres éloquentes :

Malgré sa dette qui atteignait, en 1991, quelque 312,156 milliards de F, frappés de 20,7 milliards de F d'intérêts l'an, EDF vend son courant à l'étranger en dessous du prix de revient. Une explication nous vient de "Observer" d'août 92 : Que peut signifier "vente à bien plaisir", terme utilisé par EDF pour justifier certaines ventes d'électricité à l'étranger. Prenons un exemple significatif : le TGV vendu par GEC Alstom à l'Espagne. Un TGV consomme beaucoup d'énergie électrique. Pour comparaison, une rame Corail-Express consomme en moyenne 5600 kW à 200 km/h, or un TGV lancé à 300 km/h consomme 8700 kW. Mais le calcul ne s'arrête pas là, car un TGV ne transporte que 485 passagers, c'est 2,5 fois moins qu'un Corail, soit un rendement énergétique 4 fois moins élevé pour le TGV. Dans le cas de l'équipement espagnol, le réseau TGV, rebaptisé AVE en Espagne, nécessitera une puissance totale installée supérieure à 500 MW. Situation paradoxale, car le promoteur de ce train à grande vitesse n'est autre qu'un des principaux fournisseurs des centrales nucléaires, c'est-à-dire le Groupe Alcatel-Alstom. N'y a-t-il pas, dans ce cas bien précis, des ventes d'électricité par EDF à "bien plaisir", c'est-à-dire en dessous du coût de revient de l'énergie produite, permettant à la France d'honorer des contrats TGV bien difficiles à obtenir sans cette "aide" et de justifier la construction de nouvelles centrales nucléaires ?

(D'après Tam-Tam, octobre 92)

finances : tempêtes et accalmies

Le Monde du 18 octobre annonce que l'on assiste à un «*retour à un calme relatif sur les marchés monétaires*», après «*trois semaines consécutives de baisse*» explicables par «*la désillusion des lendemains du référendum*». Rappelons que la monnaie de consommation, telle que la conçoivent les distributistes, en libérant l'économie des aléas liés aux fluctuations imprévisibles de l'opinion des boursiers, lui assurerait l'équilibre et la stabilité.

Démosthène jugé par Erasme

Dans «*L'éloge de la folie*», Erasme évoque «*un Démosthène, aussi mauvais soldat que grand orateur, qui, docile au conseil d'Archiloque, vous jette là son bouclier, et prend la fuite aussitôt qu'il voit l'ennemi*». Jugement original, mais peut-être excessif, vu le style satirique et sarcastique qui caractérise cet ouvrage.

(transmis par P. Herdner)

Le Koweït revient

Les dividendes de la guerre du Golfe tombent : le Koweït achète 236 chars Abrams M-1A2 du groupe américain General Dynamics. Le Leclerc français et le Challenger britannique étaient en compétition, mais le choix s'est porté sur l'Abrams, a dit un porte parole Koweïtien, en raison de ses performances dans la guerre du Golfe.

D'autres contrats se profilent : l'Arabie Saoudite, 200 chars en complément d'un précédent contrat ; les Emirats Unis, 400 ; Oman, 60.

Bush avait demandé à tous ses alliés de limiter les ventes d'armes dans les pays du Moyen-Orient... Le bon apôtre de la Paix ... américaine !

Le prétendant à sa propre succession à la présidence des Etats-Unis a tellement élevé le débat («*tu as fumé un joint, tu as trompé ta femme, tu as été à 20 ans contre la guerre du Vietnam...*» que Clinton a réagi en montrant que l'administration Bush avait aidé Saddam Hussein jusqu'à l'invasion du Koweït. Ce qui ne nous étonne pas.

(Le Monde, 14-10-92)

Alain Minc récidive

L'auteur de «*L'argent fou*» écrit dans le Monde du 28 Octobre, analysant deux parutions :

«*La France est-elle désormais capable d'établir une relation normale avec l'argent ? Celle-ci va de pair avec une réhabilitation de l'éthique. Ce n'est pas un paradoxe de penser que la toute puissance de l'argent favorise un retour de la morale... Nos deux auteurs ne s'y sont pas trompés, qui voient désormais dans l'argent et la morale les deux pôles de notre système social*».

Alain Minc prétend-il toujours avoir une «*sensibilité de gauche*» ?

merveilleux, ces "bijoux de famille"

Après Total (rapport 10 milliards) et Elf (2 milliards), l'Etat «*socialiste*» vend des parts Rhône-Poulenc pour 4 milliards : tout cela pour les caisses de Martine Aubry afin qu'elle puisse mener sa lutte contre le chômage... Si l'on excepte la poignée de particuliers qui achètent ces actions, il faut bien admettre qu'elles se retrouvent pour l'essentiel dans la poche de ceux qui précisément font les chômeurs : leur poche ou celle de leurs frères. Un comble, non ?

chômage

On ne peut plus ouvrir un journal sans tomber sur une annonce de licenciements.

. General Dynamics : 1.600 suppressions d'emplois dans son usine de Californie (40 % des effectifs de l'unité).

. Deutsche Aerospace : 7.550 suppressions d'emplois prévues sur 70.000 emplois (soit 11 % du personnel).

. Volkswagen : 18.500 emplois d'ici fin 1994.

. British Steel après avoir licencié 7.000 personnes envisage 2.000 licenciements supplémentaires (sur 44.000 salariés, cela fait plus de 20 %).

. Sabena a licencié 250 employés le 26 octobre.

. Swissair : 1.000 suppressions d'emplois en 1993 sur 20.000 personnes (soit 5 %).

. Compaq (américain de l'informatique) : 1.000 salariés (10 %), après les 1.200 de l'an passé, sont licenciés «*malgré des bénéfiques records au troisième trimestre*»... Le progrès technique a dû passer par là.

. Le «*clou*» du mois était évidemment l'annonce brutale de 30.000 mineurs en Grande-Bretagne. Seules les grandes manifestations ont fait reculer (reculer pour combien de temps ?) le gouvernement. Le même jour, on apprend les licenciements ci-après : Porsche, 1.850 en 93 sur 8.000 personnes ; IBM, 1.500 en 93 ; Cap Sesa, 600 sur 6.000 ; Chausson, 1.300 sur 4.200 ; Hoogovens (sidérurgie néerlandaise, victime de la concurrence des pays de l'Est) supprimera 4.500 emplois sur 14.000 de la division acier.

Tout cela porte évidemment les doux noms de restructuration, de plan social ou d'assainissement.

contribuables, à vos poches !

Honte et preuve du dysfonctionnement de l'économie capitaliste de marché que nous dénonçons depuis des décennies : riz et pommes de terre sont certes deux choses différentes si on pense «*Somalie*». Mais dans le même temps où on médiatise à outrance une opération généreuse - un kilo de riz par écolier -, gouvernement et médias sont beaucoup plus discrets sur les 65 millions de francs versés à l'agriculture pour **détruire** 300.000 tonnes de pommes de terre «*excédentaires*». La récolte de riz pour la Somalie est de 6 à 7 tonnes.

Le contribuable paiera le riz avec son coeur, les pommes de terre avec ses impôts.

En entendant le 20 octobre, à la télé ou à la radio, les réflexions chaleureuses des enfants des écoles ("j'aurais voulu apporter 30 kg de riz" dit l'un, tout jeune), on avait vraiment honte pour les hommes politiques - théoriquement adultes - qui décident de détruire les richesses alimentaires ou de "geler" des terres quand nous pouvons voir des millions d'êtres humains, dont de nombreux enfants, mourir de faim sous nos yeux, à travers le tube cathodique ou la presse.

immobilier

L'immobilier, surtout dans le domaine des grands ensembles de bureaux, dont les ventes sont devenues quasi nulles, a mis les banques prêteuses à mal. Elles ont engagé entre 400 et 500 milliards. Certaines ont financé jusqu'à 90 % des grandes opérations : c'est que les intérêts étaient élevés, donc juteux. Les "gros" de l'immobilier espéraient en effet une augmentation des prix de vente de 40 à 50 % le temps de la construction. Las, rien ne va plus.

Eh bien, le gouvernement, partie prenante dans beaucoup de banques prêteuses, ne peut ni ne veut les voir sombrer : ce serait la panique. Alors, il a promis de les "aider" avec... devinez ? les sous des contribuables, les nôtres. C'est à dire que nous paierons pour les requins de l'immobilier. Bravo : voilà une économie de marché exemplaire.

entretien avec C. Allègre (1)

« Les sociétés modernes devront, dans l'avenir, se doter d'une classe politique plus diversifiée dans sa composition culturelle, plus créative. Aussi une telle élite dirigeante, profitant de sa complémentarité, pourra peut-être inventer des solutions nouvelles pour nous sortir d'une crise dont l'origine est tout de même paradoxale. Nous supprimons le travail grâce à la machine, rêve des hommes depuis cinq millénaires, et nous ne savons pas distribuer les bienfaits de ce progrès ».

(1) ex-conseiller de L.Jospin au ministère de l'éducation nationale.

(Entretien avec Jean Marie Colombani.
Le Monde, 10 -11-92).

le prix du sang contaminé

1.200 hémophiles contaminés, dont 300 déjà morts. Je ne sais si les parents des morts auront droit à indemnité. Toujours est-il qu'à deux millions au minimum par hémophile, cela fera en gros deux milliards. C'est le prix que les contribuables paieront pour le comportement criminel des responsables, CNTS et politiques.

Le "coût direct" du Docteur Garetta, pour scandaleux qu'il soit, sera une goutte d'eau dans l'affaire : salaire, 1.650.000 F. plus divers avantages ; 3 millions d'indem-

nités de licenciement, plus tous frais de justice et poursuites payés. Garetta avait un solide contrat. N'oublions pas d'ajouter les années de prison aux frais de la communauté...

l'Europe fiscale en marche

La TVA est la principale taxe à harmoniser. Elle sera au moins égale à 15 %. Les taux majorés, comme en France, seront supprimés dès le premier janvier 1993. 17 taux réduits d'au moins 5 % seront appliqués sur produits alimentaires ou culturels, tout en tolérant quelques exceptions (taux zéro en Angleterre par exemple).

(Le Monde, 21-10-92)

recyclage du papier

Les batailles menées par divers mouvements, notamment écologistes, ont porté leurs fruits : le papier (après le plomb à 61 %) est le plus recyclé de tous les matériaux : 45,7 % en France contre 85 au Danemark, 60 en Angleterre, 50 en Allemagne, 48 % en Italie. Depuis 1945, les papetiers français ont multiplié par 7 leur production et, un bon point, la forêt française s'est accrue de 2,5 millions d'hectares. Cà, c'est le vrai progrès.

(Le Monde, 21-10-92)

déclaration de G. Charpak (2)

« Le défi : Comment ne pas faire de chômeurs lorsqu'il y a progrès technique... Les progrès techniques doivent conduire au progrès de la société...

Il n'est pas tolérable que l'on mette des milliers de personnes à la rue sans faire quelque chose. On doit réaliser le partage du travail et des revenus. C'est là-dessus que nous jugerons les hommes politiques...

Nous ne devons pas attendre des convulsions dans la rue pour faire diminuer le temps de travail. L'Europe permet de le réaliser en faisant tomber l'argument de la concurrence faussée...

Je trouve très émouvante la réaction des enfants qui ont donné du riz pour la Somalie. C'est comme ça que l'on en fait des Citoyens du monde concernés...

Je me pose également le problème : « Qui arme ceux qui font la guerre ? Qui leur vend à crédit ? » Je souhaite que l'O.N.U. modifie ses statuts pour ne pas laisser accomplir ces crimes...

La vente d'armes à des pays totalement sous-développés est une honte du monde moderne. La corruption joue un rôle considérable. Certains pays achètent des avions à réaction dont ils n'ont pas l'usage. L'argent se retrouve sur des comptes en Suisse. J'attends des hommes politiques en qui j'ai confiance qu'ils agissent et ne se contentent pas de baisser les yeux quand on leur pose la question... »

(2) Prix Nobel de Physique 1992

(7/7, TFI, 27-10-1992)

CONFÉRENCES-DÉBATS

Défense de l'Homme

Salle de la Libre Pensée
10, rue des Fossés Saint-Jacques
75005 Paris

Lundi 21 décembre 1992 à 19 h.30

Rentabilité et enseignement

par Simone Fischer

Le capitalisme dans tous ses éclats

texte, en une brochure de 44 pages,
de la conférence faite par

André Prime

au club "Défense de l'Homme"
le 18 mai dernier (voir notre N° 912)
pour mieux comprendre le
"nouvel ordre mondial"
issu de l'effondrement des pays de l'Est.

Prix : 25 F, franco.

Souscription permanente

Pour que vive la Grande Relève

Mme Bour 130 - R. Niquet 30 - Dalgon 1.000 - R. Claustre 180 - Mme Kekenbosch 30 - R. Godart 100 - J. Lanoë 70 - V. Abecassis 80 - J. Ménager 80 - Mme Lahens 300 - G. Chauvaux 50 - R. Jubert 110 - Melle Pineau 250 - L. Poyet 35 - P. Quittelier 300 - J. Mahé 30 - R. Guérin 80 - G. Maurice 30 - D. Touileb 30 - P. Beau 35.

Total 2.950 F.

Merci à tous !

bloc-notes

Associations et Revues

*

G.L.E.D

Groupe Liègeois
pour l'Economie Distributive
a publié la brochure
"Muter ou chuter"
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion
d'une Economie Nouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE

4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

Résistance à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES Sciences/Culture

29, rue Marsoulan
75012 PARIS
vient de publier son troisième
numéro spécial, intitulé:
Garantir le revenu
prix pour les abonnés de la GR
s'adressant au journal: 100F, franco.

*

FRAGMENTS

Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

AGIR ICI

pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

Automobiles

par René Marlin

Le monde de l'automobile est très représentatif de la société où nous vivons. Il est issu de la révolution techno-scientifique de la fin du 19^{ème} et de tout le 20^{ème} siècle. Il a été à l'origine et a bénéficié des progrès industriels depuis le taylorisme et le fordisme, jusqu'à l'enrichissement des tâches et les unités élémentaires de travail, depuis le manoeuvre jusqu'au conducteur de machines numériques, depuis le tour parallèle jusqu'au robot. Il a connu les aventures individuelles des pionniers et les tentatives collectives d'intéressement et de participation. L'automobile a envahi notre vie quotidienne à la campagne comme à la ville, jusqu'à en transformer complètement la nature et les caractéristiques propres. Plongeons-nous un instant dans son univers, en vue de dégager les axes directeurs de nos projets économiques pour ce domaine.

De l'artisanat

à la production de masse

Les prototypes d'automobiles à vapeur, puis à pétrole, furent évidemment construits à l'unité. Le projet de Léonard de Vinci et Salomon de Caus date du 15^{ème} siècle ; mais la première automobile à vapeur, celle de Cugnot, à trois roues, est fabriquée en 1769 sur l'ordre du duc de Choiseul et aux frais du roi Louis XV. Aujourd'hui la production mondiale de voitures particulières est d'environ 35 millions de véhicules et le parc global est estimé entre 350 et 370 millions d'automobiles en circulation (1). Mais c'est dans cette branche industrielle que la mécanisation des tâches entraîna, le plus vite, l'insolvabilité du salarié-consommateur. La fameuse apostrophe à Henri Ford : *"Si vous nous remplacez par une machine, à qui vendrez-vous vos voitures ?"* fut lancée par l'un de ses ouvriers. Au moins suivant la légende... qui correspondait pourtant à la réalité.

Maintenant, là, comme partout ailleurs, la mévente sévit. L'empire automobile américain s'effondre. General Motors, Ford et Chrysler reculent en permanence, sur leur propre marché, devant l'agressivité et le national-productivisme japonais. Rien à faire contre un consommateur extrême-oriental qui n'achète pas étranger, même lorsqu'il y a intérêt, alors que l'occidental ferait plutôt l'inverse. Les trois grands des Etats-Unis en sont venus à entrer dans le capital de leurs concurrents nippons. Ford est pour 24 % dans Mazda, General Motors pour 37,5 % dans Isuzu et Chrysler pour 11 % dans Mitsubishi. Ils ont mis leurs réseaux commerciaux à la disposition des Japonais. Le résultat ne se fait pas attendre : si l'on compte les voitures japonaises construites aux Etats-Unis, c'est plus du tiers des 8,1 millions de véhicules achetés par les Américains en 1991 que les Nippons ont vendus dans un marché en déprime (11,4 millions en 1986). Même si la part de Ford dans Mazda vaudrait aujourd'hui un milliard de dollars, soit huit fois son prix d'achat, l'opération s'est

soldée par une catastrophe commerciale puisque le déficit des Etats-Unis vis-à-vis du Japon est constitué aux deux-tiers, soit 40 milliards de dollars, annuellement, par les importations d'automobiles et de pièces détachées.

En Grande-Bretagne, la faillite complète de cette branche de l'industrie s'est terminée, sous prétexte de sauver des emplois, par une mainmise de Toyota, Nissan et Honda sur Rover et les autres marques britanniques. La bataille de la délocalisation semble se traduire par une évolution vers le 50/50 ; c'est-à-dire moitié de production sur place et moitié d'importation. L'Angleterre fait office de base avancée de l'automobile japonaise en Occident. S'il est vrai que les accords internationaux limitent la pénétration japonaise en Europe à 1,3 % en Italie, 3 % en France, 12 % en Grande-Bretagne et 15 % en Allemagne, jusqu'au premier janvier 1993, il n'en reste pas moins que ces quotas doivent disparaître d'ici sept ans et qu'il est difficile, dès maintenant, de définir la nationalité d'un produit fini.

Les Nippons jouent là-dessus et espèrent bien, qu'après la photographie, la radio et les magnétoscopes, l'automobile *"grand public"* deviendra leur monopole (2).

De la concurrence

à la concentration

Les groupes automobiles jouent, désormais, leur survie en utilisant la concentration et le dumping capitalistes. Les marques moyennes qui subsistent quelquefois sur les capots ont en fait été absorbées depuis longtemps : Lancia et Alfa Roméo par Fiat, Citroën et Simca-Talbot par PSA Peugeot, Audi, Skoda et SEAT par VAG Volkswagen, etc... Renault qui se défend fort bien pour un ex-nationalisé, donc en principe plus faible, d'après les doctrines ultra-libérales qui commencent à passer de mode, a joué la carte de l'alliance avec le Suédois Volvo. Nous continuons à penser, à ce propos, que si, au lieu de nationaliser, c'est-à-dire étatiser, les gouvernements de la libération avaient préparé, puis réalisé, de vraies socialisations, les entreprises entraînées par une meilleure motivation de leurs personnels, auraient encore mieux réussi. Le reproche à l'Etat dirigiste et omnipotent n'aurait pas pu être avancé.

Quoiqu'il en soit, on peut douter de la survie des quatre groupes européens qui subsistent encore (Fiat, Peugeot-Citroën, Renault et Volkswagen). Tous annoncent de nouvelles restructurations (fermetures d'usines, *"dégraisement"* de personnel). Si l'on songe que l'industrie automobile emploie en France 860.000 personnes pour la construction, 580.000 pour l'entretien et le commerce, soit 2,59 millions directement ou indirectement (1), l'on mesure la menace qui pèse sur les salariés dans notre pays.

De la liberté à la passion

L'univers de l'automobile, c'est aussi celui de la liberté

horaire et spatiale ; celui d'un instrument de déplacement irremplaçable, surtout pour les habitants des campagnes. C'est aussi celui du faux-semblant, du paraître, du clinquant et de l'esbrouffe. C'est, plus grave, sous la menace du chantage au chômage, l'acceptation tacite et honteuse de plus de dix mille morts par an, en moyenne, pour la France, depuis plusieurs décennies et de plusieurs dizaines de milliers d'invalides ou d'estropiés.

Toutes les passions humaines s'y concentrent, voilà pourquoi il pose des problèmes difficiles à maîtriser. Le symbolisme de la voiture signe de richesse et donc de séduction, s'est concentré, entre les deux guerres, sur la voiture de luxe, spécialité de maîtres-carrossiers et domaine des concours d'élégance. Il subsiste encore sous la forme des Bentley et autres Rolls-Royce. En France, la jeune société Venturi fondée en 1985, propose un coupé 210 CV à 400.000 F et un cabriolet 260 CV à 600.000 F. Pour ce prix, la peinture et la décoration intérieure sont évidemment "à la carte" (3).

La course à la puissance, signe de fausse virilité, se développe avec les Porsche, Ferrari et autres Lamborghini, malgré l'inadéquation évidente de ces monstres avec le réseau routier public. Les possesseurs de ces engins se défoulent quelquefois et sont chronométrés à 240 km/h par les radars des gendarmes. Quelles sont alors les responsabilités principales ? Celles des automobilistes, celles des constructeurs ou bien celles des législateurs qui, par libéralisme mal placé ou par faiblesse, n'ont pas interdit la circulation de ces bolides sur les routes normales ?

Les courses automobiles, sur circuits, privés ceux-ci, prétendent se ranger dans la catégorie sportive dont on ne voit pas bien, d'ailleurs, ce qui leur permet de justifier cette appellation. Toutes les courses ne sont pas des sports, telles les courses hippiques qui sont des sports pour les chevaux et non pour les jockeys. Les courses automobiles sont l'apanage presque exclusif du meilleur châssis propulsé par le meilleur moteur et le pilote le plus doué n'y pourra rien, sauf être recruté par la meilleure écurie.

Malgré la débauche publicitaire, à la fois pour les constructeurs et pour des marques, notamment de cigarettes, sans rapport avec l'automobile, le sport mécanique est en crise à la fois en "formule 1" et en "formule sport". Sa justification principale : celle des retombées des techniques utilisées en faveur des voitures ordinaires ne tient évidemment pas (la route) car si l'on dépensait (comme pour les fabrications militaires !) les mêmes sommes directement, la recherche progresserait sûrement encore mieux !

Les rallyes, genre Paris-Dakar, Paris-le Cap ou Paris-Pékin, sont une insulte aux pays sous-développés qu'ils traversent et à leurs habitants, même si ces derniers bénéficient de quelques restes du festin. Comme les courses sur route, leur principal intérêt, pour les organisateurs s'entend, réside dans la manne publicitaire qu'elles procurent.

Du rêve à la réalité

Ces passions se retrouvent plus nuancées et plus cachées chez l'automobiliste commun. Les illusions et les rêves se reflètent dans les slogans : construction, exemple : zéro défaut, qualité totale... ; utilisation : pilotage radio-guidé, voiture propre, autoradio hi-fi, etc... qui correspondent effectivement à des orientations de recherche, d'ailleurs pas très nouvelles, mais ridiculisées parce que poussées à l'absolu. L'industrie, les publicitaires et les journalistes ne le savent pas assez, n'est pas le domaine du petit inventeur bricoleur.

La voiture reste toutefois la reine de la pollution. Pollution visuelle, elle a dénaturé et enlaidi nos paysages urbains, mais, surtout, pollution chimique qui asphyxie l'atmosphère des grandes villes. A cela, les partisans de "l'automobile partout" répondent : voitures électriques (4), moteurs propres (5), consommation réduite (6), voitures recyclables (7), pot catalytique (8), carburants mixtes (9). Ce sont des progrès, mais limités. La solution du transport dans les villes ne passe pas par l'automobile particulière, même électrique.

Et pourtant beaucoup y ont cru ou ont fait semblant d'y croire. Poussés par les lobbies des constructeurs et par la puissance des trusts du pétrole, des villes énormes, aux banlieues tentaculaires ont été conçues autour de la voiture particulière. Los Angeles et son district urbain comportent autant de kilomètres d'autoroute que la France entière. Malgré cela l'échec est patent et les édiles ont dû se résoudre à construire le BART (Bay Area Rapid Transit), sorte de RER, comme première réponse.

Du présent à l'avenir

Malgré l'évidence, le transport en commun n'est pas, contrairement aux principes avancés, la priorité des élus français. C'est que le kilomètre de métro coûte entre 300 et 400 millions de francs et celui de tramway entre 140.000 et 170.000 F (10). Les démagogues qui nous gouvernent sont incapables de proposer une augmentation des taxes sur l'essence, seul moyen de dégager une fraction des sommes nécessaires. Pourtant un tramway équivaut à trois autobus ou 177 automobiles (10).

Au lieu d'essayer de décongestionner les centres des villes, qui ne peuvent pas accueillir la circulation, mais surtout le stationnement des voitures, certains illusionnistes poussés par les grandes entreprises de génie civil ne proposent-ils pas, sans rire, de doubler le périphérique parisien en souterrain (à péage !) et même de forer des autoroutes souterraines à travers Paris. Un comble !

Puisqu'aucun politicien ou presque n'a le courage d'interdire les centres des villes à la circulation automobile, il ne faut pas attirer les véhicules, mais dissuader les conducteurs. Il faut leur faire perdre leur temps et leur argent et non leur en faire gagner. Pour rompre l'équilibre en faveur des transports en commun, nous devons multiplier les incitations et le faire savoir. Sinon nos égoïsmes l'emporteront encore. Mais ceci a déjà

fait l'objet d'un autre article (11) et il y aurait matière pour plusieurs autres...

En dehors des zones urbaines, l'automobile rendra encore des services. En économie distributive, à cause de la monnaie non thésaurisable, le problème des gros achats se pose. Aussi peut-on envisager le système de la location généralisée. Il suffirait d'accroître le nombre des garages spécialisés dans cette location et d'en augmenter le parc jusqu'à donner satisfaction à toutes les demandes. Un système de fermeture-ouverture des véhicules par cartes magnétiques pourrait être mis en place rapidement si l'on désire éviter les courses inutiles de rentrée. Ceci permettrait de faire reprendre les véhicules en stationnement et d'éviter les voitures-ventouses qui sont inutilisées presque tout le temps. Le nombre total des voitures nécessaires serait moins élevé. Toutefois, méfions-nous, un essai de mise à disposition gratuite de bicyclettes a échoué, à la Rochelle, sous les auspices du maire Michel Crépeau, il n'y a pas si longtemps, en raison du peu de respect de nos contemporains pour tout ce qui est propriété commune. Un retour au garage ou un contrôle de non-dégradation s'imposera peut-être.

L'ensemble location généralisée et transports publics bonifiés serait de nature à satisfaire les besoins de déplacements qui ne manqueront pas de se développer dans les sociétés à venir. Voilà des solutions rationnelles, à améliorer sûrement, mais qui ne plairont pas par principe aux inconditionnels des passions exacerbées par l'individualisme capitaliste. Que nos concitoyens choisissent donc, si le choix leur est offert, entre la sagesse et la déraison.

— — —
(1) Renseignements tirés du Quid

(2) Documentation de ce paragraphe tirée de différents numéros du "Monde"

(3) "Le Monde" 20 octobre 1992

(4) Les moteurs, leur électronique de commande et les batteries nécessaires ne sont pas encore au point. Malgré leur petite taille possible, elles posent le même problème de stationnement et d'occupation de la chaussée que les autres voiturettes.

(5) Notamment Diésel amélioré, deux temps nouvelle génération.

(6) Bientôt moins de 4 l/100 km à 90 km/h

(7) Mais pas obligatoirement recyclées. On ne parle pas de rendre les voitures plus durables, ce qui serait aisé...!

(8) Il sera obligatoire sur les voitures à essence neuves, dès 1993, nécessite de l'essence sans plomb, coûtera un supplément de 5 à 6.000 F. Son efficacité est dégressive et il n'est utile qu'au dessus de 300°C, soit après 3 mn environ de fonctionnement du moteur. Son montage accroît la consommation de carburant de 5 à 6 % ; donc, s'il réduit l'oxyde d'azote et oxyde le monoxyde de carbone et les hydrocarbures imbrûlés, il augmente la production de dioxyde de carbone responsable de l'effet de serre.

(9) Essence mélangée avec des diesters (extraits du colza) ou de l'éthanol (extrait de l'alcool, par exemple de betterave) ce qui donnerait un nouveau débouché aux agriculteurs, mais qui met en fureur les pétroliers.

(10) Voir à ce sujet l'enquête de "Que choisir ?". Oct. 92.

(11) Voir "Métro gratuit" GR n° 844.

Le "Machin" épinglé

"Tropiques bien tempérés", de Michel Bachelet (1) porte en exergue une citation de Montesquieu : "La gravité est le bouclier des sots".

Le ton est donné. La satire porte sur l'ONU, ses fonctionnaires croqués sans ménagement, du haut directeur au personnel subalterne. D'une plume parfois trempée au vitriol, par un maître ès-langage qui joue des mots et expressions comme un artiste le ferait avec les cordes d'une harpe, en une cascade ininterrompue.

L'imagination débridée de l'auteur transforme l'ONU en une sorte de supermarché visant la rentabilité et débouchant sur la privatisation de ses activités avant le sauve-qui-peut ; une série de situations hautement comiques, accumulant les trouvailles les plus farfelues, comblant le lecteur au-delà de ses espérances.

Il s'agit pourtant d'une critique des plus sérieuses de l'organisation internationale, l'auteur s'attachant à en souligner le vide, montrant qu'elle fonctionne au seul bénéfice de son propre personnel, confit dans ses privilèges.

Roman à clés, le livre de Michel Bachelet présente toute une galerie de portraits, hauts personnages, pontifes onuesques décortiqués, saisis sur le vif, le trait accusé.

Un chef d'œuvre d'humour féroce habillé d'un exquis déploiement d'élégance de style. Pour le lecteur, un super-contentement.

Henri Muller

— — —
(1) aux Editions Maulévrier Anjou.

Rien à faire...

Pour la troisième fois consécutive, nous nous trouvons dans l'impossibilité de publier le texte de l'intervention que Patrick Viveret a faite au congrès annuel de l'association BIEN, le 19 septembre dernier, dans les locaux de la faculté d'économie de Saint-Maur.

L'auteur, chargé par le gouvernement d'établir un rapport sur les trois premières années de fonctionnement du RMI en France, avait pourtant accepté très spontanément que son exposé soit publié dans nos colonnes. Malheureusement, il n'en avait pas gardé le texte. Celui-ci ayant été enregistré par les organisateurs du congrès, nous devrions pouvoir l'obtenir. Mais malgré beaucoup de promesses, nous attendons toujours.

Que nos lecteurs ne s'impatientent pas trop. Nous le publierons dès que nous l'aurons.

M-L D.

La Bourse écran et sa corbeille

Ordres d'achats, ordres de ventes
circulent inlassablement...

Les petits, les moyens, les grands
voient défiler
pertes et profits.

Toute la corbeille est en émoi.

On n'y crie plus, c'est le silence
mais on n'y crée toujours rien.

Offres, demandes, cotations, transactions,
spectacle d'actions,
d'actions sans objectif de productions
utiles.

Dialogue "d'initiés" improductifs

Destructeurs de la société
au profit des sociétés.

Etrange compétitivité
qui rend malade l'économie !

Puissent les honteux profits
aller à jamais dans la corbeille
la corbeille à papier...

et que naisse la bourse des nobles idées !

Albert Chantraine

L'intelligence de l'homme socialisé.

Sous ce titre, nous avons reçu un document fort intéressant du Docteur Rosan Girard. Il s'agit d'un texte écrit par K. Marx en 1858 mais publié seulement en 1939, pour la première fois, dans Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie. Ce texte, souligne notre correspondant, prouve que Marx avait prévu la relève de l'homme par la machine, pratiquement avec un siècle d'avance.

Il est fort mal vu aujourd'hui de parler de Marx. On préfère généralement le confondre avec Staline et le rendre responsable de tous les maux soviétiques.. Nous ne cédons pas à la mode, et la découverte de R.Girard mérite d'être sérieusement étudiée.

Ce n'est donc que faute de place dans ce numéro que nous remettons cette publication à une prochaine fois.

M-L D.

Le Temps de l'Automne

"... Ils voulaient, ils veulent mourir dans leur cher mazet, aussi libres qu'ils ont vécu. S'endormir définitivement, calmement et sans douleur, en écoutant chanter une dernière fois Mireille et Vincent dans ce merveilleux opéra de Gounod, qu'ils entendirent des dizaines de fois et qu'ils virent au théâtre antique d'Orange, en 1938. Mourir, pour eux, fait partie de cette immense joie de vivre qu'ils connaissent depuis plus de cinquante ans..."

Nous avons pu lire ces quelques lignes dans le dernier ouvrage d'

ANNE ET HENRI DALGON

"Le Retour au Maset du Raïol".

Le choix de leur départ, décidé depuis longtemps, fait renaître dans notre esprit la plus noble notion de courage. Une si belle leçon d'amour nous rend plus humble, qui a uni jusqu'au bout nos amis Dalgon arrivés au terme du "Temps de l'Automne".

Ce chemin devenu trop long et trop pénible à parcourir, le poids des années, le refus des maux du corps, de l'esprit et le choix de leur mort, ont eu raison de leur si beau parcours sur le bateau de la Vie. Cette vie qu'ils ont tant respectée, tant partagée et tant aimée. Ils sont partis dignes et déterminés, comme ils ont toujours vécu, en pleine harmonie, dans l'amour et dans la paix.

Toujours à l'écoute des autres, ils laissent de nombreux amis dans l'esprit desquels ils continueront à vivre, car des compagnons aussi chaleureux, aussi empreints d'amour ne peuvent être oubliés, même si le temps atténue tout sentiment d'absence.

Ils nous ont quittés comme ils ont vécu, libres de leur choix, comme ils le furent de leurs idéaux. Et s'il demeure un seul motif de critique, ce n'est certes pas celui d'un tel courage - est-il nécessaire de dire qu'il en faut pour mourir comme pour vivre ?

Annette et Henri, vous resterez à jamais dans nos mémoires et votre exemple sera suivi de nombreux autres. Ceux qui, comme vous, auront compris que "mourir fait partie de cette immense joie de vivre" qui nous est si chère et à laquelle nous aspirons tant. Vous êtes à présent sereins en compagnie de tous vos amis disparus, de Marguerite Tuffery que vous avez tant aimée : "«... Quant à son esprit, aussi longtemps que nous vivrons et que nous serons conscients, il sera en nous. Ainsi Marguerite vivra comme, peut-être, nous continuerons à vivre dans l'esprit de ceux que nous laisserons, s'ils nous aiment autant que nous aimions cette amie...»". Il en est de même pour vous qui désormais reposez à ses côtés au Jardin du Souvenir «où les roses refluriront chaque printemps».

Soyez assurés qu'un jour prochain un élève de votre philosophie de la Vie vous offrira une biographie digne de votre courage.

Le petit-fils du Père Bollard,
Jean-Marie Blanchard

Cela fait environ dix ans que j'ai mis le pied à l'étrier de l'Economie Distributive, c'est désormais ma compagne, j'espère pouvoir y consacrer de plus en plus de temps. Je vous dis : confiance, nous avançons à pas lents certes, mais ça bouge. L'effondrement des pays de l'Est laisse le champ à de nouvelles alternatives, la place est nette ; non, l'histoire de l'humanité ne saurait être définitivement écrite, Jacques Duboin a donné corps et maturité à un socialisme qui était peut-être celui du cœur, mais le peuple ne se nourrit pas avec un angélisme humaniste, nous avons de très bonnes cartes en main, à nous de jouer.

A.C., Saint-Rambert

Lorsque les conditions objectives et le développement du mouvement réel rendent indispensables certains changements fondamentaux dans les structures organisationnelles d'une formation sociale, nécessairement ces changements sont pris en compte par la conscience qui ne peut manquer de les exprimer, et cela, pas forcément en même temps, ni dans le même lieu, ni avec la même lucidité et la même intensité. Des hommes de plus ou moins grande intuition expriment, avant les autres, la nécessité de ces changements. C'est ce qui est arrivé pour vous une décennie avant moi et c'est ce qui est arrivé spontanément pour moi, sans que je sois informé de votre projet idéal, dix ans après vous, à partir d'une analyse prenant appui sur l'enseignement de Karl Marx.

Le caractère indispensable des changements que nous prônons finira par investir un plus grand nombre de consciences qui l'exprimeront à leur tour, jusqu'à ce que le projet idéal "saisisse" les masses, et devienne ainsi une force matérielle agissante et capable de modifier l'histoire.

Voici une autre thèse de Marx : dès que les hommes se posent de manière insistante, répétée, des problèmes, c'est que lesdits problèmes peuvent être résolus. Il l'a écrit dans des termes saisissants et convaincants dans "l'Avant-propos de la Critique de l'Economie Politique" (Oeuvres - Pléiade - tome 1, page 273) :

"Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que les tâches qu'elle peut remplir : à mieux considérer les choses, on verra toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation sont déjà formées, ou sont en voie de se créer".

Cela fait longtemps que le problème du remplacement de la société marchande pour le profit, par une nouvelle formation sociale, débarrassée de l'exploitation de

l'homme par l'homme et de la misère pour le plus grand nombre, est posé. Cela veut dire que les conditions matérielles pour réaliser cette révolution existent au sein de la vieille société. La révolution informatique a amélioré et renforcé considérablement les conditions matérielles de la réalisation de cette nouvelle formation sociale.

Reste à amplifier la prise de conscience que la nouvelle société est vraiment à la portée de l'Humanité.

C'est la mission qui nous incombe, à vous, à moi et à beaucoup d'autres déjà conscientisés, mais qu'il importe de rechercher, de découvrir et de rassembler, avant que le chaos ne triomphe et que la conscience n'achève de se dissoudre.

D'où l'intérêt majeur d'engager solidairement le combat pour la tenue assurée en l'An 2000 des "Assises Mondiales de la Conscience Humaine".

R.G., Paris

Dans votre courrier du n° 915, j'ai trouvé amusant que l'argent soit fustigé (par A. Chantraine) au beau milieu de la lettre de C.T. de Bobigny qui suggère qu'avec beaucoup d'argent - ce que reprend R.M. dans sa réponse - on pourrait faire campagne électorale au profit des thèses distributives... Ce qui prouve bien que l'argent n'est pas un mal en soi, mais vaut surtout par l'usage qu'on en fait. Il en faut, malheureusement, pour se battre à "armes égales" à l'intérieur d'un système qui l'a fait roi, même s'il est vrai qu'il donne un pouvoir diabolique à ceux qui en ont trop.

Ceci dit, soyons réalistes, les chances sont minces de voir un jour un "Parti Distributiste" battre la campagne. Je crois plutôt qu'il est plus sage d'investir les partis existants, tous les partis, tous les cercles d'idées, pour faire avancer nos thèses de l'intérieur. On est toujours plus efficace, plus écouté de l'intérieur d'un corps social, que de l'extérieur.

A propos de la suggestion de P.B. de Bagnolet, il a raison en ce sens que le mot "partage" est bien accueilli, car il a dans l'esprit grand public une connotation positive et quasi religieuse de générosité. On peut donc, tactiquement, l'employer aussi souvent que possible.

Mais s'il est vrai que l'Economie Distributive vise à mieux **partager** les fruits de la production, il ne faut pas cacher à nos interlocuteurs éventuels qu'il s'agit pour nous d'un véritable système économique, révolutionnaire, basé sur un égalitarisme librement consenti, faisant appel aux sens de la justice, de la responsabilité, de la solidarité et non à des bons sentiments qui, eux, ne sont pas partagés par tous. Le sens du partage est une qualité individuelle, intrinsèque : on l'a ou on ne l'a pas. L'E.D. se veut doctrine futuriste érigée en système, sur des bases humanistes. C'est pourquoi il serait étonnant qu'un distributiste n'ait pas le sens du partage (l'inverse n'étant pas forcément vrai).

B.B., Dallet

◇ ***Pour faire réfléchir autour de vous:***

* ***la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..

(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, "***Les yeux ouverts***" est épuisée).

* ***une brochure à faire lire :***

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

◇ ***Pour votre réflexion personnelle, un roman :***

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ ***Pour animer une discussion :***

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◇ ***Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :***

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***